Document

Les armées secrètes de l'OTAN (IV)

Les égouts de Sa Majesté

(par Daniele Ganser <http://www.voltairenet.org/fr>)

20 novembre 2009

Les réseaux stay-behind, qui permettent à l'OTAN de contrôler la vie politique des États alliés, ont été construits à partir des réseaux de résistance au nazisme que les Britanniques avaient organisé et soutenu durant la Seconde Guerre mondiale. Cependant, la lutte contre le communisme a servi de justification à toutes sortes d'opérations au Royaume-Uni même (attentats terroristes sous faux drapeau et assassinats de républicains irlandais), en Europe continentale (principalement en France, au Bénélux, dans les pays nordiques, et jusqu'en Suisse neutre), et même en Afrique et en Asie (par exemple pour encadrer le massacre des populations francophones du Cambodge par les Khmers rouges). Dans ce quatrième volet de l'histoire du Gladio, Daniele Ganser nous dévoile les égouts de Sa Majesté.

La vérité définitive sur la Guerre froide ne sera jamais écrite, l'Histoire évoluant sans cesse au rythme des sociétés qui la font et l'étudient. Mais les historiens de nombreux pays s'accordent à dire que le fait majeur de cette période fut, du point de vue des Occidentaux, la lutte contre le communisme à l'échelle de la planète. Dans ce combat qui aura marqué l'histoire du XXe siècle comme peu d'autres, l'ancienne superpuissance coloniale britannique dut renoncer à son hégémonie au profit des États-Unis. Ces derniers instrumentèrent la lutte contre le communisme pour accroître leur influence, décennie après décennie. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique qui mit un terme à la Guerre froide en 1991, l'Empire américain s'est assuré une domination jamais vue dans toute l'histoire.

En Grande-Bretagne, l'establishment conservateur s'émut vivement en 1917, quand, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un régime communiste fut mis en place dans un lointain mais vaste pays agricole. Après la Révolution russe, les communistes prirent le contrôle des usines et annoncèrent que les moyens de production étaient dorénavant la propriété du peuple. Dans la plupart des cas, les investisseurs perdirent tout. Dans ses *Origines de la Guerre froide*, l'historien Denna Frank Fleming observa que nombre des bouleversements sociaux apportés par la Révolution, notamment l'abolition des cultes et de la noblesse paysanne, « auraient pu être acceptés par les conservateurs, à l'étranger, avec le temps mais la nationalisation de l'industrie, du commerce et de la terre, jamais ». L'exemple de la Révolution russe ne fut suivi nulle part. « J.B. Priestly a dit un jour que l'esprit des conservateurs anglais s'était fermé lors de la Révolution russe et ne s'est plus jamais rouvert depuis. » [1]

Largement ignorée à l'Ouest, la guerre secrète contre le terrorisme débuta donc immédiatement après la Révolution russe, quand la Grande-Bretagne et les États-Unis levèrent des armées secrètes contre les nouveaux pays satellites de l'Union soviétique. Entre 1918 et 1920, Londres et Washington s'allièrent à la droite russe et financèrent une dizaine d'interventions militaires sur le sol soviétique, dont toutes échouèrent à renverser les nouveaux dirigeants tout en faisant naître chez les élites communistes et chez le dictateur Staline de très forts soupçons quant aux intentions de l'Occident capitaliste [2]. Dans les années qui suivirent, l'Union soviétique renforça son appareil sécuritaire jusqu'à devenir un État totalitaire n'hésitant pas à arrêter les étrangers présents sur son sol, suspectés d'être des agents de l'Ouest. Comme il devint évident qu'il ne serait pas aisé de renverser le régime communiste en Russie, la Grande-Bretagne et ses alliés consacrèrent leurs efforts à empêcher le communisme de s'étendre à d'autres pays.

En juillet 1936, le dictateur fasciste Franco tenta un coup d'État contre le gouvernement de la gauche espagnole et, au cours de la guerre civile qui s'ensuivit, élimina l'opposition et les communistes espagnols, bénéficiant pour cela du soutien silencieux des gouvernements de Londres, Washington et Paris. Si l'ascension d'Adolf Hitler ne fut pas combattue, c'est en grande partie parce qu'il désignait le bon ennemi : le communisme soviétique. Pendant la guerre civile espagnole, les armées de Hitler et Mussolini purent librement bombarder l'opposition républicaine. Après avoir déclenché la Seconde Guerre mondiale, Hitler

lança trois grandes offensives contre la Russie, en 1941, 1942 et 1943, qui faillirent porter un coup fatal au bolchevisme. De tous les belligérants, c'est l'Union soviétique qui paya le plus lourd tribut : 15 millions de morts parmi les civils, 7 millions parmi les soldats et 14 millions de blessés [3]. Les historiens russes ont depuis prétendu que, malgré les demandes urgentes de Moscou, les États-Unis, qui perdirent 300 000 hommes pour libérer l'Europe et l'Asie, s'étaient entendus avec la Grande-Bretagne pour ne pas ouvrir de deuxième front à l'Ouest, ce qui aurait naturellement mobilisé des troupes allemandes et, par conséquent, diminué leur nombre sur le front russe. C'est seulement après Stalingrad que le rapport de force s'inversa : l'Armée rouge eut enfin le dessus sur les Allemands et marcha vers l'Ouest ; c'est ce qui explique, toujours selon les historiens russes, que les Alliés, craignant de perdre du terrain, ont rapidement ouvert un second front et, après le débarquement de Normandie, rejoint les Soviétiques à Berlin [4].

Les historiens britanniques attestent de toute une succession d'intrigues qui ont façonné les autres pays et le leur. « L'Angleterre moderne a toujours été un haut lieu de subversion - aux yeux des autres mais pas aux siens », observa Mackenzie après la Seconde Guerre mondiale. « D'où ce miroir à deux faces : d'un côté la perception à l'étranger d'une Angleterre intrigante, subtile et totalement secrète, et de l'autre une image d'honnêteté, de simplicité et de bienveillance partagée par une majorité de sujets. » [5] Pour Mackenzie, la légendaire guerre secrète pratiquée par les Britanniques trouve son origine « dans l'histoire des "petites guerres" qui façonnèrent l'histoire de l'Empire britannique » [6]. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les stratèges du ministère de la Défense britannique conclurent que leurs opérations secrètes devaient « s'inspirer de l'expérience acquise en Inde, en Irak, en Irlande et en Russie, c'est-à-dire développer une guérilla assortie de techniques de combat empruntées à l'IRA » [7].

En mars 1938, peu après l'annexion de l'Autriche par Hitler, un nouveau département fut créé au MI6, sous le nom de Section D, chargé de développer des opérations de subversion en Europe. La Section D commença à former des commandos de sabotage *stay-behind* dans les pays menacés par une agression allemande [8]. Quand, en 1940, l'invasion du sud de l'Angleterre sembla imminente, la « Section D entreprit de disséminer des réserves d'armes et des agents recruteurs dans toute la Grande-Bretagne, sans en informer personne. Le MI5, qui opère à l'intérieur des frontières du pays, s'inquiéta quand il reçut les premiers rapports sur les activités de la Section D et plusieurs de ses agents furent arrêtés comme espions avant que la vérité ne soit découverte. » [9] Le recrutement et la direction des agents *stay-behind* par les membres de la Section D semblaient se faire dans le plus grand secret : « L'apparence de ces inconnus [les agents de la Section D] dans leurs costumes de ville et leurs berlines noires et la mystérieuse impression qui s'en dégageait ne tarda pas à inquiéter la population », se souvient Peter Wilkinson, un ancien agent du SOE. Les agents secrets rendaient également furieux « les responsables militaires en refusant systématiquement d'expliquer les raisons de leur présence ou d'évoquer le contenu de leurs missions, se contentant d'indiquer que tout cela était top secret » [10]. Un demi-siècle plus tard, l'exposition de l'Imperial War Museum de Londres consacrée aux « guerres secrètes » révéla au public comment « la section D du MI6, conformément à la doctrine *stay-behind*, avait également mis en place en Angleterre des armées de résistants baptisées "Unités Auxiliaires" et équipées en armes et explosifs ». Ces premières unités Gladio de Grande-Bretagne « reçurent un entraînement spécial et apprirent à opérer derrière les lignes ennemies dans l'hypothèse où l'île serait envahie par les Allemands. S'appuyant sur un réseau de cachettes secrètes et de caches d'armes, elles devaient pratiquer des actes de sabotages et de guérilla contre l'occupant allemand. » [11] L'envahisseur n'étant jamais venu, on ignore si ce plan aurait pu fonctionner. Mais, en août 1940, « une armée assez hétéroclite » fut tout de même déployée le long des littoraux anglais et écossais de la mer du Nord, aux endroits les plus vulnérables à une invasion [12].

La zone d'action de la Section D du MI6 était initialement limitée à la Grande-Bretagne. Il en fut ainsi jusqu'en juillet 1940, lorsque le Premier ministre britannique Winston Churchill ordonna la création d'une armée secrète baptisée SOE destinée à « mettre le feu à l'Europe en épaulant les mouvements de résistance et en menant des opérations de subversion en territoire ennemi » [13]. Un mémorandum du ministère de la Guerre daté du 19 juillet 1940 indique que : « Le Premier ministre a également décidé, après consultation des ministres concernés, qu'une nouvelle organisation devait être créée immédiatement avec pour mission de coordonner toutes les actions de subversion et de sabotage dirigées contre l'ennemi hors du territoire national ». Le SOE fut placé sous le commandement de Hugh Dalton, ministre de l'Économie de guerre. Après que les Allemands eurent envahi la France et semblèrent installés pour longtemps, le ministre Dalton fit valoir la nécessité d'engager une guerre secrète contre les forces allemandes dans les territoires occupés : « Nous devons organiser, à l'intérieur des territoires occupés, des mouvements comparables au Sinn Fein en Irlande, à la guérilla chinoise qui lutte en ce moment contre le Japon, aux irréguliers espagnols qui jouèrent un rôle non négligeable dans la campagne de Wellington ou, autant le reconnaître, des mouvements comparables aux organisations développées si remarquablement par les nazis eux-mêmes

dans presque tous les pays du monde ». Il semblait évident que les Britanniques ne pouvaient se permettre de négliger le recours à la guerre clandestine, Dalton ajouta : « Cette "internationale démocratique" doit employer différentes méthodes, y compris le sabotage des installations industrielles et militaires, l'agitation syndicale et la grève, la propagande continue, les attentats terroristes contre les traîtres et les dirigeants allemands, le boycott et les émeutes. » Il fallait donc bâtir, dans le plus grand secret, un réseau de résistance, en faisant appel aux têtes brûlées de l'armée et du renseignement britanniques : « Ce qu'il nous faut c'est une nouvelle organisation qui coordonne, inspire, supervise et assiste les réseaux des pays occupés qui devront en être les acteurs directs. Nous devons pour cela pouvoir compter sur la plus absolue discrétion, sur une bonne dose d'enthousiasme fanatique, sur la volonté de coopérer avec des personnes de nationalités différentes et sur le soutien inconditionnel du pouvoir politique. » [14]

Sous l'égide du ministre Dalton, le commandement opérationnel du SOE fut confié au général de division Sir Colin Gubbins, un petit homme sec et maigre, originaire des Highlands et portant une moustache, qui allait par la suite jouer un rôle déterminant dans la création du Gladio britannique [15]. « Le problème et sa solution consistaient à encourager et à permettre aux peuples des pays occupés de nuire autant que possible à l'effort de guerre allemand par le sabotage, la subversion, le débrayage, des raids éclairs, etc. ... », décrit Gubbins, « et, dans le même temps, préparer en territoire ennemi des forces secrètes organisées, armées et entraînées qui n'interviendraient que lors de l'assaut final. » Le SOE était en réalité le précurseur de l'Opération Gladio, initié au milieu de la Seconde Guerre mondiale. Gubbins résume ce projet ambitieux en ces termes : « Au bout du compte, ce plan consistait à faire parvenir dans les zones occupées un grand nombre d'hommes et d'importantes quantités d'armes et d'explosifs » [16]

Le Special Operations Executive employait une grande partie des effectifs de la Section D et il finit par devenir à lui seul une organisation majeure, comptant plus de 13 000 hommes et femmes dans ses rangs et opérant dans le monde entier en étroite collaboration avec le MI6. S'il arriva au SOE d'effectuer des missions en Extrême-Orient, depuis des bases arrières situées en Inde et en Australie, l'Europe de l'Ouest restait son principal théâtre d'opérations où il se consacrait presque exclusivement à la création des armées secrètes nationales. Le SOE encourageait le sabotage et la subversion dans les territoires occupés et établissait des noyaux d'hommes entraînés capables d'assister les groupes de résistants dans la reconquête de leurs pays respectifs. « Le SOE fut pendant 5 ans le principal instrument d'intervention de la Grande-Bretagne dans les affaires politiques internes de l'Europe », précise le rapport du British Cabinet Office, « un instrument extrêmement puissant », puisque capable d'exécuter une multitude de tâches, « Tant que le SOE était en action, aucun homme politique européen ne pouvait croire au renoncement ou à la défaite des Britanniques » [17]

Officiellement, le SOE fut dissous et son commandant démissionna au lendemain de la guerre, en janvier 1946. Cependant Sir Steward Menzies, qui dirigea le MI6 de 1939 à 1952, n'allait certainement pas renoncer à un outil aussi précieux que l'armée secrète, d'autant que le directeur du Département des Opérations Spéciales du MI6 assurait que les actions clandestines de la Grande-Bretagne se poursuivraient pendant la Guerre froide. Le rapport du gouvernement sur le SOE, document qui fut tenu secret pendant un temps, conclut que : « Il est quasiment certain que, sous une forme ou sous une autre, le SOE devra être restauré dans une guerre future » [18]. Les objectifs à long terme du SOE et de son successeur, le Special Operations Branch du MI6, approuvés provisoirement par le Conseil de l'État-major britannique le 4 octobre 1945, prévoyaient d'abord la création du squelette d'un réseau capable de s'étendre rapidement en cas de guerre et, dans un second temps, la réévaluation des besoins du gouvernement britannique pour ses opérations clandestines à l'étranger. « Il a été décidé de préparer ces actions en priorité dans les pays susceptibles d'être envahis au cours des premières phases d'un conflit avec l'Union soviétique, mais non encore soumis à la domination de Moscou. » [19] Après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe de l'Ouest demeura donc le principal théâtre des opérations de la guerre secrète britannique.

Après le démantèlement du SOE le 30 juin 1946, une nouvelle section dite « Special Operations » (SO) fut créée au sein du MI6 et placée sous le commandement du général de division Colin Gubbins. D'après le spécialiste néerlandais des services secrets Frans Kluiters, le MI6 promouvait la formation d'armées anticommunistes secrètes « tandis que les Special Operations commençait à bâtir des réseaux en Allemagne de l'Ouest, en Italie et en Autriche. Ces réseaux (des organisations *stay-behind*) pouvaient être activés en cas d'une éventuelle invasion soviétique, afin de récolter des informations et d'effectuer des actes de sabotage offensif » [20]. Gubbins veilla à ce qu'après 1945 les effectifs soient maintenus en Allemagne, en Autriche, en Italie, en Grèce et en Turquie ; en effet, le SOE et ses successeurs « avaient d'autres préoccupations politiques que la seule défaite de l'Allemagne ». La directive de 1945, particulièrement explicite, « établissait clairement que les principaux ennemis du SOE étaient le communisme et l'Union

soviétique » car l'on considérait que les intérêts britanniques étaient « menacés par l'Union soviétique et le communisme européen » [21] Quelques années plus tard, dans l'espoir de gagner le soutien de la représentation nationale à la poursuite des opérations clandestines, le ministre des Affaires étrangères britannique Ernest Bevin s'adressa au Parlement le 22 janvier 1948 pour demander instamment la création d'unités armées spécialisées destinées à lutter contre la subversion et les « cinquièmes colonnes » soviétiques. À l'époque, seuls quelques rares parlementaires savaient que cette proposition était en réalité déjà en application.

Washington partageant la même hostilité que Londres à l'égard des Soviétiques, les deux puissances travaillaient en étroite collaboration sur les questions militaires et de renseignement. La Maison-Blanche chargea Frank Wisner [22], directeur de l'Office of Policy Coordination (OPC), le bureau de coordination politique des opérations spéciales de la CIA, d'établir des armées secrètes *stay-behind* dans toute l'Europe de l'Ouest, avec l'aide de la Special Operations Branch du MI6, dirigée par le colonel Gubbins. Comme l'expliquent Roger Faligot et Rémi Kauffer, deux historiens français spécialistes des services secrets, la CIA et le MI6 se chargèrent dans un premier temps de « neutraliser les dernières unités clandestines des puissances de l'Axis en Allemagne, en Autriche et dans le Nord de l'Italie » puis d'enrôler certains membres des factions fascistes vaincues dans leurs nouvelles armées secrètes anticommunistes. « Et c'est ainsi que, par l'intermédiaire de l'OPC de la CIA et de la SOB du SIS, les services secrets des grandes démocraties qui venaient de gagner la guerre tentèrent ensuite de "retourner" certains de leurs commandos contre leur ancien allié soviétique. » [23]

Parallèlement au MI6 et à la CIA et à leurs départements des opérations spéciales respectifs, la SOB et l'OPC, une coopération fut également établie entre les Forces Spéciales des armées britanniques et américaines. Les SAS et les Bécets Verts américains, spécialement entraînés pour effectuer des missions secrètes en territoire ennemi, menèrent conjointement de nombreuses opérations durant la Guerre froide, au nombre desquelles figure la formation des armées secrètes *stay-behind*. Les anciens officiers de la Marine Royale Giles et Preston qui avaient mis en place le Gladio autrichien relatèrent que les recrues étaient envoyées au Fort Monckton, un bâtiment datant des guerres napoléoniennes situé sur le front de mer près de Portsmouth, en Angleterre, où ils s'entraînaient aux côtés des SAS, sous la direction du MI6. Ils avaient personnellement pris part à ces exercices Gladio et avaient été initiés à l'utilisation des codes secrets, au maniement des armes et aux opérations clandestines [24] Decimo Garau fut l'une de ces recrues formées par le SAS britannique avant de devenir instructeur au Centro Addestramento Guastatori (CAG), une base du Gladio italien située à Capo Marraggiu, en Sardaigne. « Je fus invité à passer une semaine à Poole, en Angleterre, pour m'entraîner avec les Forces Spéciales », confirma l'instructeur Garau après les révélations sur l'existence de Gladio, en 1990. « J'ai effectué un saut en parachute au-dessus de la Manche. J'ai participé à leur entraînement, ça s'est très bien passé entre nous. Ensuite, on m'a envoyé à Hereford pour préparer et effectuer des exercices avec les SAS. » [25]

À cette époque, les Britanniques étaient les plus expérimentés en matière d'opérations secrètes et de guerre non conventionnelle. Leurs Forces Spéciales, les SAS, avaient été créées en Afrique du Nord en 1942 avec pour mission de frapper loin derrière les lignes ennemies. Les plus dangereux adversaires des SAS britanniques étaient sans nul doute la SS allemande fondée dès avant la Seconde Guerre mondiale et commandée par Heinrich Himmler. Comme toutes les Forces Spéciales, la SS était une unité combattante d'élite avec ses insignes - un uniforme noir bien sanglé, orné d'une tête de mort et d'une dague couleur argent - et convaincue de sa supériorité sur tous les corps de l'armée régulière, ses éléments se taillèrent d'ailleurs très vite une réputation de « tueurs fanatiques ». Suite à la défaite de l'Allemagne nazie, les Forces Spéciales de la SS furent considérées comme une organisation criminelle et dissoute par le Tribunal de Nuremberg en 1946.

Après la victoire, le SAS fut lui aussi démantelé en octobre 1945. Cependant, la nécessité de mener des coups tordus et des missions périlleuses croissant à mesure que l'influence de la Grande-Bretagne dans le monde s'étiolait, le SAS fut restauré et envoyé pour se battre derrière les lignes ennemies, notamment en Malaisie en 1947. Depuis leur quartier général de Hereford surnommé « la Nursery », les SAS préparèrent de nombreuses missions dans la plus grande discrétion comme, par exemple, celle effectuée en 1958 à la demande du sultan d'Oman, dans le cadre de laquelle ils contribuèrent à réprimer une guérilla marxiste en rébellion contre la dictature du régime. L'opération devait garantir le financement du service à l'avenir puisque, comme le comprit un officier du SAS, ils prouèrent qu'ils « pouvaient être aéroportés vers une zone de trouble rapidement et discrètement et opérer dans un endroit reculé en toute confidentialité, un atout très apprécié du gouvernement conservateur de l'époque ». [26] Si leur fait d'armes le plus célèbre reste l'assaut de l'ambassade d'Iran à Londres, en 1980, ils furent également actifs pendant la guerre des

Malouines en 1982. Le déploiement de forces le plus massif des SAS depuis la Seconde Guerre mondiale eut lieu pendant la guerre du Golfe en 1991. En 1999, ils collaborèrent une fois de plus avec les Béréts Verts pour entraîner et équiper l'armée de Libération du Kosovo avant et pendant les bombardements de l'OTAN sur la province alors contrôlée par les Serbes.

Le député conservateur Nigel West souligna à juste titre que, à l'instar des Béréts Verts : « Le SAS britannique aurait joué un rôle stratégique dans l'Opération Gladio si les Soviétiques avaient envahi l'Europe de l'Ouest », sous-entendant ainsi l'implication du service auprès des armées *stay-behind* d'Europe [27]. Les deux unités d'élite collaboraient étroitement. Preuve de cette entente, les membres des Forces Spéciales états-uniennes portèrent à partir de 1953 le fameux béret vert emprunté à l'uniforme de leurs modèles britanniques. Le port de ce couvre-chef « étranger » contraria de nombreux hauts gradés de l'armée US. C'est seulement quand le président Kennedy, lui-même grand partisan des opérations secrètes et des Forces Spéciales, l'approuva lors d'une visite à Fort Bragg, le quartier général des commandos états-uniens, en octobre 1961, que le béret fut officiellement adopté aux États-Unis pour devenir rapidement l'emblème du plus prestigieux des commandos du pays. L'admiration des États-uniens pour l'illustre et glorieux SAS perdura de nombreuses années, ils avaient même coutume d'appeler le quartier général de Hereford la « Maison Mère » et les officiers formés en Grande-Bretagne jouissaient d'un certain prestige à leur retour aux États-Unis. De leur côté, les Britanniques veillaient également à entretenir cette alliance, en 1962, ils nommèrent d'ailleurs le commandant des Béréts Verts, le général de division William Yarborough, membre honoraire du SAS.

Deux ans avant qu'éclate l'affaire Gladio, en 1988, la BBC dévoila l'existence d'une coopération entre les Forces Spéciales états-uniennes et britanniques. Dans un documentaire intitulé *The Unleashing of Evil*, elle révéla au public comment le SAS et les Béréts Verts n'avaient pas hésité à torturer leurs prisonniers au cours de chacune de leurs campagnes menées depuis 30 ans au Kenya, en Irlande du Nord, à Oman, au Vietnam, au Yémen, à Chypre et dans d'autres pays. Luke Thomson, un ancien officier membre des Béréts Verts, expliquait devant la caméra que les troupes d'élites états-uniennes et britanniques suivaient à Fort Bragg un programme d'entraînement commun. Sur quoi, Richard Norton Taylor, qui réalisait le documentaire et se distingua deux ans plus tard par ses investigations sur l'affaire Gladio, conclut que la cruauté « est finalement plus répandue et plus ancrée dans notre nature que nous aimons à le croire ». [28] Lors d'une autre opération top secret, les Béréts Verts entraînèrent également les escadrons Khmers Rouges qui participèrent au génocide cambodgien, après que le contact eut été établi par Ray Cline, haut responsable de la CIA et conseiller spécial du président Ronald Reagan. Quand éclata l'affaire de l'Irangible en 1983, le président Reagan, qui voulait à tout prix éviter un nouveau scandale, demanda au Premier ministre britannique Margaret Thatcher de prendre le relais, elle envoya donc les SAS au Cambodge pour entraîner les troupes de Pol Pot. « Nous nous sommes d'abord rendus en Thaïlande en 1984 », témoignèrent par la suite des officiers du SAS, « on travaillait avec les Yankees, on était très proches, comme des frères. Ils n'aimaient pas ça plus que nous. On a appris un tas de trucs techniques aux Khmers Rouges, se souvient l'officier. Au début, ils voulaient simplement entrer dans les villages et découper les gens à la machette. On leur a dit de se calmer. » Les SAS n'étaient visiblement pas très à l'aise dans cette mission : « On aurait été nombreux à changer de camp à la première occasion. On était tellement dégoûtés. On détestait tellement être associés à Pol Pot. Je vous assure : on est des soldats, pas des tueurs d'enfants. » [29]

« Mon expérience des opérations secrètes m'a appris qu'elles ne le restaient jamais longtemps », dit avec un sourire le maréchal Lord Carver, chef de l'état-major et futur commandant en chef de la Défense britannique, une remarque qui pourrait fort bien s'appliquer à Gladio. « Une fois que vous avez mis un doigt dans l'engrenage, il y a un risque que les Forces Spéciales commencent à agir selon leurs propres règles, comme le firent les Français en Algérie et peut-être plus récemment dans l'affaire du Rainbow Warrior en Nouvelle-Zélande », au cours de laquelle le Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage (SDECE) avait, le 10 août 1985, coulé le navire de Greenpeace qui tentait alors de s'opposer aux essais nucléaires français dans le Pacifique [30] L'engrenage désignait bien sûr aussi les agissements des SAS en Irlande du Nord où ils étaient considérés comme des terroristes ni plus ni moins par les républicains irlandais. « Il y a de bonnes raisons de penser », accusaient leurs opposants, « que, même du point de vue britannique, le SAS pose en réalité plus de problèmes en Irlande du Nord qu'il ne permet d'en résoudre. » [31]

Quand éclata le scandale Gladio en 1990, la presse britannique observa qu'il était « à présent établi que le Special Air Service (SAS) était mêlé jusqu'au cou dans le projet de l'OTAN et qu'il avait servi, avec le MI6, à former des guérilleros et des saboteurs ». Les journaux du pays parlèrent notamment d'une « unité *stay-behind* italienne formée en Grande-Bretagne. Tout semble indiquer que cela a duré jusqu'au milieu des

années quatre-vingt (...) il a été prouvé que les SAS ont aménagé dans la zone allemande sous occupation britannique des caches où étaient entreposées des armes. » [32] Les informations les plus précieuses sur le rôle joué par le Royaume-Uni ont été fournies par l'enquête parlementaire suisse sur l'armée secrète *stay-behind* helvétique P26. « Les services secrets britanniques ont collaboré étroitement avec une organisation clandestine armée, P26, dans le cadre d'une série d'accords secrets liant un réseau européen de groupes de "résistants" », révéla un quotidien à une population suisse abasourdie et convaincue de la neutralité de son pays. Le juge Cornu qui fut chargé d'enquêter sur l'affaire décrivit dans son rapport « la collaboration entre le groupe [P26] et les services secrets britanniques comme "intense", ces derniers ayant apporté leur précieux savoir-faire. Selon le rapport, les cadres du P26 ont participé à des exercices réguliers au Royaume-Uni. Les conseillers britanniques, peut-être du SAS, ont visité des camps d'entraînement secrets en Suisse. » Ironie du sort, les Britanniques en savaient plus sur l'armée secrète suisse que les Suisses eux-mêmes, parce que « les activités du P26, ses codes, et le nom du chef du groupe, Efreim Cattelan, étaient connus des services anglais tandis que le gouvernement helvétique était maintenu dans l'ignorance, précise le rapport. Il affirme que les documents relatifs aux accords secrets conclus entre les Britanniques et le P26 n'ont jamais été retrouvés. » [33]

Pendant les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt, les Gladiateurs suisses furent formés au Royaume-Uni par les instructeurs des Forces Spéciales britanniques. D'après Alois Hürlimann, instructeur militaire et vraisemblablement ancien membre du Gladio suisse, cet entraînement incluait des opérations non simulées contre des activistes de l'IRA, probablement en Irlande du Nord. Hürlimann laissa échapper ces révélations au cours d'une conversation dans le cadre d'un cours d'anglais. Dans une langue approximative, il expliqua comment, en mai 1984, il avait pris part à des exercices secrets en Angleterre, qui comportaient la prise d'assaut réelle d'un dépôt de munitions de l'IRA. Hürlimann ajouta avoir personnellement participé à cette mission, en tenue de camouflage, et avoir constaté la mort d'au moins un des membres de l'IRA [34].

Chose intéressante, l'enquête du juge Cornu permit de découvrir, en 1991, la présence, quelque part en Angleterre du centre de commandement et de communications de Gladio, équipé du système Harpoon si caractéristique. En 1984, un « Accord de Coopération », complété trois ans plus tard par un « Mémoire sur l'Assistance Technique », faisait explicitement état de « centres d'entraînement en Grande-Bretagne, [de] l'installation d'un centre de transmission suisse en Angleterre et, [de] la coopération des deux services sur les questions techniques ». Malheureusement, comme le déplore le juge Cornu, « nous ne sommes parvenus à retrouver ni l'"Accord de Coopération" ni le "Mémoire sur l'Assistance Technique" ». La personne responsable à l'UNA, les services secrets militaires suisses, déclara qu'il les avait dû « les transmettre aux services secrets britanniques en décembre 1989 pour des raisons inconnues, sans en conserver la copie » [35] « Les cadres de l'organisation suisse considéraient les Britanniques comme les meilleurs spécialistes en la matière », précise le rapport du gouvernement de Berne [36].

Après la découverte des armées secrètes fin 1990, un ancien responsable du renseignement de l'OTAN qui resta anonyme prétendit qu'« il y avait une division du travail entre le Royaume-Uni et les USA, les premiers se chargeant des opérations en France, en Belgique, aux Pays-Bas, au Portugal et en Norvège tandis que les Américains s'occupaient de la Suède, de la Finlande et du reste de l'Europe » [37]. Cette séparation des tâches n'alla pas sans mal dans tous les pays, comme le montre l'exemple italien. Le 8 novembre 1951, le général Umberto Broccoli, l'un des premiers directeurs du SIFAR, les services secrets militaires italiens, écrivit au ministre de la Défense Efisio Marras afin d'évoquer les questions relatives au réseau *stay-behind* et à l'entraînement des Gladiateurs. Broccoli expliquait que les Britanniques avaient déjà créé des structures semblables aux Pays-Bas, en Belgique et « vraisemblablement aussi au Danemark et en Norvège ». Le général était heureux de confirmer que la Grande-Bretagne « se propose de nous faire profiter de sa grande expérience » tandis que les États-Unis ont « offert de contribuer activement à notre organisation en fournissant des hommes, du matériel (gratuit ou presque) et peut-être même des fonds ». Broccoli soulignait combien il serait judicieux d'envoyer 7 officiers italiens triés sur le volet suivre un entraînement spécial en Angleterre entre novembre 1951 et février 1952 car ces officiers pourraient ensuite transmettre leur expérience aux Gladiateurs italiens. Le chef des services secrets militaires Broccoli demandait au ministre de la Défense Marras « de donner son approbation à ce programme parce que, même si les Britanniques l'ignorent, je me suis entendu avec les services secrets américains pour que l'Italie s'y engage » [38]

La formation Gladio fournie par les Britanniques n'était pas gratuite, il s'agissait en fait d'un commerce lucratif ; Broccoli reconnaissait que l'« on peut s'attendre à un coût total d'environ 500 millions de lire qui ne peuvent être pris sur le budget du SIFAR et qui devraient être compris dans celui des Forces armées » [39]. Comme l'indiquait le général italien, le MI6 avait offert d'entraîner les officiers du Gladio italien à condition

que l'Italie commande de l'armement à la Grande-Bretagne. Dans le même temps, cependant, la CIA, dans ce qui ressemble fort à une tentative pour étendre sa sphère d'influence, proposait de fournir gratuitement le Gladio en armes. Au bout du compte, les Italiens choisirent de ne pas choisir : ils envoyèrent leurs officiers recevoir la prestigieuse instruction des centres d'entraînement britanniques et conclurent simultanément avec les États-Unis un accord secret qui leur garantissait un approvisionnement gratuit en armes. Cela ne plut pas aux Britanniques. Lorsque le général Ettore Musco, qui succéda à Broccoli à la tête du SIFAR se rendit en Angleterre pour visiter le Fort Monckton, l'accueil fut particulièrement froid : « En 1953, les Britanniques, furieux de s'être fait rouler, reprochèrent au général Musco que "son service se soit livré corps et âme aux Américains" » [40].

L'Italie ne fut pas le seul théâtre de cette lutte entre la CIA et le MI6 pour accroître leurs sphères d'influence respectives. Fin 1990, ayant appris l'existence du réseau secret, le ministre de la Défense belge Guy Coëme expliqua que « les relations entre les services du renseignement britannique et belge remontaient aux contacts établis par M. Spaak et le chef des services de renseignement du Royaume-Uni [Menzies] et à un arrangement conclu entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique » [41]. Ce ménage à trois avait aussi ses inconvénients, le MI6 et la CIA voulant tous deux s'assurer que la Belgique ne privilégierait pas l'un au détriment de l'autre. Le patron du MI6 Steward Menzies écrivit alors au Premier ministre belge de l'époque Paul Henri Spaak une lettre datée du 27 janvier 1949 : « J'ai eu le plaisir de pouvoir m'entretenir personnellement avec vous de certains sujets concernant nos pays respectifs que je considère comme primordiaux et qui m'ont particulièrement préoccupé ces derniers temps ». À la suite de quoi, Menzies insista sur la nécessité d'intensifier la collaboration « sur la question du Kominform et de possibles activités hostiles » et de commencer « à concevoir des organisations de renseignement et d'action utiles en cas de guerre ». Plus précisément, « certains officiers devraient se rendre au Royaume-Uni dans les mois qui viennent afin d'étudier, en collaboration avec mes services, les aspects concrets de ces questions ». Très inquiet à l'idée que Spaak préfère traiter avec la CIA plutôt qu'avec le MI6, Menzies souligna qu'il avait « toujours considéré la participation des États-Unis à la défense de l'Europe de l'Ouest comme capitale » mais qu'il restait convaincu que « les efforts de tous, y compris ceux des Américains, doivent s'inscrire dans un ensemble cohérent. Par conséquent, si les États-Unis devaient poursuivre, conjointement avec [les services belges], des préparatifs en vue de faire face à une guerre, [il jugeait] essentiel que ces activités soient coordonnées avec les [siennes] » et savait qu'il pouvait compter sur la compréhension du Premier ministre belge.

À la suite de quoi, Menzies évoquait le CCWU, le Comité Clandestin de l'Union Occidentale, créé en 1948 et qui dirigea les opérations de guerre non conventionnelle, jusqu'à ce que soit signé, en 1949, le Traité de l'Atlantique Nord et que l'OTAN prenne alors en charge la coordination du réseau Gladio. « Une telle coopération », insistait le Britannique dans sa lettre à Spaak, « permettra avant tout d'éviter des complications avec les chefs de l'état-major de l'Union occidentale. J'ai d'ores et déjà indiqué au chef des services américains que je suis prêt à élaborer des plans pour établir le cadre d'une coopération approfondie avec lui sur cette base, c'est pourquoi je suggère que tous les projets formulés par eux soient soumis à Washington avant d'être discutés à Londres par les services américains et britanniques. » Menzies faisait également remarquer que le Gladio belge devait s'équiper et précisait à ce sujet : « Les demandes en formation et en matériel devront bientôt être formulées. J'ai déjà ordonné la construction de certaines installations destinées à l'entraînement des officiers et de personnes recommandées par la direction de vos services secrets et je serai en mesure de vous procurer les équipements actuellement en cours de production (comme les talkies-walkies) qui seront nécessaires aux opérations clandestines dans un futur proche. » Selon le patron du MI6, une partie de ce matériel pourrait être fournie gracieusement au Gladio belge tandis qu'une autre devait être achetée : « Ces équipements spécialisés pourront être cédés ou loués mais, en ce qui concerne le matériel plus traditionnel (comme des armes légères ou d'autres fournitures militaires), je suggère que les tarifs fassent l'objet de négociations à l'amiable entre les services belges et britanniques ». Il va sans dire que la mise en place du Gladio belge devait se faire dans le plus grand secret, cependant, Menzies précisait tout de même à la fin de sa lettre : « Je sais qu'il est inutile de vous rappeler que ce courrier doit rester hautement confidentiel et ne saurait être divulgué à un tiers sans nos consentements respectifs préalables » [42].

Deux semaines plus tard environ, Spaak répondit à Menzies par une autre lettre dans laquelle il se réjouissait de recevoir l'aide des Britanniques tout en indiquant que les États-Unis avaient également approché les autorités belges à ce sujet et qu'il jugeait donc préférable que Washington et Londres règlent d'abord le problème entre elles. « Je conviens tout à fait », écrivait le Premier ministre belge, « qu'une collaboration des trois services (britanniques, américains et belges) serait extrêmement profitable. » Conscient de la concurrence opposant la CIA et le MI6, Spaak ajoutait : « Si des deux services, américain et

belge, l'un venait à rejeter cette collaboration, les services belges se trouveraient dans une situation extrêmement délicate et difficile. C'est pourquoi il me semble que des négociations s'imposent au plus haut niveau entre Londres et Washington afin de régler cette question. » [43]

En Norvège, le patron des services secrets Vilhelm Evang fut l'artisan à la fois de la fondation du réseau *stay-behind* et de la création de la première agence de renseignement du pays, le Norwegian Intelligence Service ou NIS. Ce diplômé de sciences originaire d'Oslo avait rejoint le petit noyau chargé du renseignement au sein du gouvernement norvégien exilé à Londres en 1942. De retour dans son pays, Evang qui avait établi d'excellentes relations avec les Britanniques fonda en 1946 le NIS qu'il dirigera pendant 20 ans. Les écrits du Norvégien nous apprennent qu'il rencontra en février 1947 un officier du MI6 britannique dont nous ignorons le nom mais « bien introduit dans les hautes sphères de l'armée et de la Défense. Les inquiétudes des Anglais les ont amenés à s'intéresser de près aux stratégies de défense dans les pays sous occupation ennemie. Il semble que les Pays-Bas, la France et la Belgique soient engagés dans des processus d'installation de structures nécessaires à une armée clandestine. » [44]

Dans la Suède voisine et supposée neutre, les Britanniques, avec l'aide de la CIA, jouèrent un rôle prépondérant dans la formation des dirigeants du Gladio local. C'est ce que révéla Reinhold Geijer, un ancien militaire de carrière suédois qui avait été recruté en 1957 par le réseau Gladio local et qui en commanda une division régionale pendant plusieurs décennies. En 1996, Geijer, qui allait alors sur ses 80 ans, raconta devant les caméras de la chaîne suédoise TV 4 comment les Britanniques l'avaient initié aux opérations clandestines en Angleterre. « En 1959, après une escale à Londres, je me rendis dans une ferme dans la campagne près d'Eaton. Mon voyage s'effectuait dans la plus absolue confidentialité, j'utilisais par exemple un faux passeport. Je n'étais même pas autorisé à téléphoner à ma femme », témoignait Geijer. « Le but de cet entraînement était d'apprendre à utiliser des techniques boîtes aux lettres mortes pour recevoir et envoyer des messages secrets, et d'autres exercices à la James Bond. Les Britanniques étaient particulièrement exigeants. J'avais parfois l'impression qu'on en faisait trop. » [45]

Tandis que les armées secrètes étaient découvertes dans toute l'Europe de l'Ouest fin 1990 et que les projecteurs étaient braqués sur l'Angleterre et sur le rôle qu'elle avait joué en sous-main, le gouvernement de John Major refusait obstinément de s'exprimer. « Nous ne parlons pas des questions relatives à la Sécurité nationale », répondaient inlassablement les porte-parole aux questions virulentes des journalistes britanniques [46] Le Parlement britannique ne vit pas la nécessité d'ouvrir un débat public ou une enquête officielle sur le sujet, inspirant, à l'été 1992, cette critique du journaliste Hugh O'Shaughnessy : « Le silence de Whitehall et l'absence quasi-totale de curiosité dont ont fait preuve les parlementaires sur une affaire dans laquelle la Grande-Bretagne est si profondément impliquée sont extraordinaires » [47] La BBC se chargea donc de conclure que : « Le rôle joué de la Grande-Bretagne dans la création d'armées *stay-behind* à travers l'Europe [avait été] fondamental ». Dans son édition du soir du 4 avril 1991, la chaîne insista sur la dimension criminelle des armées secrètes et déclara : « Le masque est tombé, il cachait bien des horreurs ».

La BBC découvrit que parallèlement à leur fonction *stay-behind*, les armées secrètes s'étaient également livrées à une entreprise de manipulation politique : « À l'image du glaive antique, l'histoire du Gladio moderne est à double tranchant ». Le documentaire posait toute une série de questions : « Le Gladio était-il, avec ses réserves secrètes d'armes et d'explosifs utilisés par ses inspireurs, [un instrument] de subversion interne contre la gauche ? Les agents de l'État se sont-ils rendus coupables d'attentats terroristes ? » Et quel fut le rôle exact de la Grande-Bretagne ? Le parlementaire italien Sergio de Julio déclarait face aux caméras : « Nous avons des preuves attestant que, dès la création de Gladio, des officiers furent envoyés en Angleterre pour suivre un entraînement. Ils étaient chargés de constituer les premiers noyaux de l'organisation Gladio. C'est donc bien la preuve, disons, d'une coopération entre le Royaume-Uni et l'Italie. » [48]

Le journaliste de la BBC Peter Marshall interrogeait ensuite le général italien Gerardo Serravalle, qui avait dirigé le Gladio italien entre 1971 et 1974, sur le rôle joué par les Britanniques. Serravalle confirma l'existence d'une collaboration étroite : « J'ai invité [les Britanniques] car nous avons été conviés à visiter leurs bases en Angleterre - les infrastructures *stay-behind* - je leur ai donc rendu la politesse ». Marshall lui demanda alors : « Où se trouve le centre du réseau britannique ? », ce à quoi le général italien répondit : « Je suis désolé mais je ne vous le révélerai pas, car cela relève du secret-défense de votre pays ». Puis, le journaliste posa une question à laquelle il pouvait raisonnablement espérer une réponse : « Mais étiez-vous impressionné par les Britanniques ? », ce à quoi Serravalle répondit par l'affirmative : « Oui, nous l'étions car c'est [sic] très efficace, extrêmement bien organisé et qu'il y avait d'excellents éléments » [49]

Un an plus tard, la BBC s'intéressa à nouveau à l'affaire Gladio en diffusant une excellente série de trois documentaires d'Allan Francovich consacrés au sujet. Le réalisateur n'en était pas à son coup d'essai puisque c'est lui qui, en 1980, avait remporté le prix de la critique internationale du Festival de Berlin pour son film *On Company Business*, qui révélait le côté obscur de la CIA. Après son enquête sur Gladio, il réalisa *The Maltese Double Cross* où il démontrait les connections entre le crash du vol 103 de la PanAm près de Lockerbie en 1988 et la destruction par erreur la même année d'un appareil d'Iran Air par le vaisseau états-unien USS Vincennes. « Très rares sont ceux qui luttent inlassablement pour la vérité, quitte à se mettre personnellement en danger, comme le fit Francovich », rappela Tam Dalyell après la mort de son ami, décédé d'une crise cardiaque dans des circonstances troubles, dans la zone d'attente de l'aéroport de Houston, le 17 avril 1997 [50].

Reposant principalement sur des entretiens, les documentaires réalisés par Francovich pour la BBC se consacraient presque exclusivement aux réseaux Gladio belge et italien. Ils comportaient les témoignages d'acteurs aussi importants que Licio Gelli, chef du P2, l'activiste extrême droite Vincenzo Vinciguerra, le juge vénitien et « découvreur » du Gladio Felice Casson, le général Gerardo Serravalle, commandant du Gladio italien, le sénateur Roger Lallemant, qui présida la commission d'enquête parlementaire belge, Decimo Garau, ancien instructeur de la base de Gladio en Sardaigne, l'ex-directeur de la CIA William Colby et Martial Lekeu, un ancien membre de la Gendarmerie belge, pour ne citer qu'eux [51].

« Toute l'entreprise *stay-behind* ne visait, selon moi, qu'à garantir que si le pire se produisait, si un parti communiste accédait au pouvoir, il se trouverait des agents pour nous en avertir, pour suivre de près les événements et nous les rapporter », expliquait Ray Cline, directeur adjoint de la CIA de 1962 à 1966, devant la caméra de Francovich. « Il est probable que des groupuscules d'extrême droite furent recrutés et intégrés au réseau *stay-behind* afin de pouvoir nous prévenir si une guerre se préparait. Dans cette optique, l'utilisation d'extrémistes de droite, à des fins de renseignement et non politiques, me semble ne poser aucun problème », poursuivait Cline [52]. Le lendemain, on pouvait lire dans la presse anglaise : « C'était l'un de ces scandales dont on pense qu'il peut faire tomber un gouvernement, mais, l'amnésie des téléspectateurs étant ce qu'elle est, il n'en reste qu'un entrefilet dans les journaux du lendemain » [53].

[1] Denna Frank Fleming, *The Cold War and its Origins 1917–1960* (New York, 1961), p.4.

[2] Voir Fleming : *Cold War*.

[3] Chiffres indiqués par Andrew Wilson, *Das Abrüstungshandbuch : Analysen, Zusammenhänge, Hintergründe* (Hoffmann und Campe, Hambourg, 1984), p.38. Pertes américaines : 300 000 soldats tués, 600 000 blessés. Aucune victime civile. Bilan total des morts de la Seconde Guerre mondiale : 60 millions (ibid.).

[4] Valentin Falin, *Zweite Front. Die Interessenkonflikte in der Anti-Hitler-Koalition* (Bömer Knauer, Munich, 1995).

[5] Mackenzie, W. J. M., *History of the Special Operations Executive : Britain and the resistance in Europe* (British Cabinet Office, Londres, 1948), p.1153 and 1155. L'original du Bureau des Archives Publiques de Londres n'a toujours pas été publié, il le sera prochainement chez Frank Cass.

[6] Mackenzie, *Special Operations Executive*, p.2.

[7] Un vétéran du SOE, le lieutenant-colonel Holland, « un agent doté d'une expérience en matière d'opérations clandestines en Irlande et en Inde ... et d'une conviction profonde de leur utilité et de leur intérêt ». Extrait de Mackenzie, *Special Operations Executive*, p.9.

[8] Parallèlement à la section D du MI6, deux autres organisations de subversion furent fondées en 1938. L'une était rattachée au haut commandement du ministère de la Guerre : le GS(R), plus tard rebaptisé MI(R), qui se consacrait à l'études des techniques de guerre non-conventionnelle. La seconde, baptisée EH d'après le nom du bâtiment abritant son quartier général londonien, Electra House, était spécialisée dans la propagande « noire » (anonyme) en Europe. Voir David Stafford, *Britain and European Resistance 1940–1945 : A survey of the Special Operations Executive* (St Antony's College, Oxford, 1980), p.19–21.

[9] Tony Bunyan, *The History and Practice of the Political Police in Britain* (Quartet Books, Londres, 1983), p.265.

[10] Peter Wilkinson, *Foreign Fields : The Story of an SOE Operative* (London Tauris Publishers, Londres, 1997), p.100.

[11] Imperial War Museum London, visité par l'auteur en mai 1999.

[12] Wilkinson, *Fields*, p.101.

[13] Stafford, *Resistance*, p.20.

[14] Lettre du ministre Hugh Dalton au ministre des Affaires étrangères Halifax datée du 2 juillet 1940. Extrait de M. R. D. Foot, *An outline history of the Special Operations Executive 1940–1946* (British Broadcasting Cooperation, Londres, 1984), p.19.

[15] « Background Document File N°0391 : GLADIO », *Statewatch*, Janvier 1991. Sur le rôle de Gubbins, voir également le périodique belge *Fire ! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/ octobre 1991, p.77.

[16] E. H. Cookridge, *Inside SOE. The Story of Special Operations in Western Europe 1940–45* (Arthur Barker Limited, Londres, 1966), p.13.

[17] Mackenzie, *Special Operations Executive*, p.1152.

[18] *Ibid.*, p.1153 and 1155.

[19] Stafford, *Resistance*, épilogue p.203.

[20] Frans Kluiters, *De Nederlandse inlichtingen en veiligheidsdiensten* (1993), p.309.

[21] Stafford, *Resistance*, conclusion p.211.

[22] Frank Wisner est le père de Frank Wisner Jr., lui même beau-père par alliance de Nicolas Sarkozy, Ndlr.

[23] Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les maîtres espions. Histoire mondiale du renseignement. Volume 2. De la Guerre froide à nos jours* (Editions Laffont, Paris, 1994), p.53.

[24] Michael Smith, *New Cloak, Old Dagger : How Britain's Spies Came in from the Cold* (Gollancz, Londres, 1996), p.117. Basé sur des entretiens avec Simon Preston le 11 octobre 1995 et Michael Giles le 25 octobre 1995.

[25] Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé sur BBC2 le 10 juin 1992.

[26] Michael de la Billiere, *Looking for Trouble : SAS to Gulf Command - The Autobiography* (HarperCollins, Londres, 1994), p.150. Cette autobiographie de Billière comporte le récit de son expérience au SAS.

[27] Agence de presse internationale Associated Press, 14 novembre 1990.

[28] *The Unleashing of Evil*, réalisé par Richard Norton Taylor, qui couvrit les révélations de 1990 sur Gladio pour le Guardian. Diffusé le 29 juin 1988 sur la BBC. Révélation du *Guardian* le même jour : « 'British soldiers used torture' ».

[29] Un officier du SAS à l'éminent journaliste d'investigation John Pilger. Quotidien britannique *The Guardian*, du 16 octobre 1990. En 1986, l'avocat au Congrès Jonathan Winer révéla que les USA avaient financé Pol Pot à hauteur de 85 millions de dollars entre 1980 et 1986 selon la logique voulant que les ennemis de mes ennemis sont mes amis, provoquant la fureur de l'administration Reagan. (John Pilger dans

le quotidien britannique *The Guardian*, 6 octobre 1990). L'embarras était comparable en Grande-Bretagne. En 1990, le Premier ministre Margaret Thatcher nia toute implication britannique dans la formation des escadrons de Khmers rouges, malgré les témoignages apportés par des officiers du SAS. En 1991, au cours d'un procès en diffamation intenté impliquant John Pilger, le ministère de la Défense dut finalement reconnaître que la Grande-Bretagne avait contribué à l'entraînement des partisans des Khmers rouges (Le quotidien britannique *The Guardian* du 20 avril 1993).

[30] Joseph Paul de Boucherville Taillon, *International Cooperation in the Use of elite military forces to counter terrorism: The British and American Experience, with special reference to their respective experiences in the evolution of low intensity operations* (1992), p.200 (Thèse de doctorat à la London School of Economics and Political Science, non publiée). Lettre de Carver à Boucherville Taillon, datée du 24 décembre 1985.

[31] Périodique britannique *Lobster*, décembre 1995.

[32] Mensuel britannique *Searchlight*, janvier 1991.

[33] Richard Norton-Taylor, « UK trained secret Swiss force » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 20 septembre 1991.

[34] Urs Frieden, « Die England Connection. PUK EMD : P26 Geheimarmist Hürlimann im Manöver » dans l'hebdomadaire suisse *Wochezeitung*, 30 novembre 1990.

[35] *Schweizer Bundesrat: Schlussbericht in der Administrativuntersuchung zur Abklärung der Natur von allfälligen Beziehungen zwischen der Organisation P26 und analogen Organisationen im Ausland. Kurzfassung für die Öffentlichkeit*. 19 septembre 1991, p.4–5.

[36] *Ibid.*, p.2.

[37] Périodique britannique *Searchlight*, janvier 1991.

[38] La lettre de Broccoli datée du 1er octobre 1951 et intitulée *Organizzazione informativa operativa nel territorio nazionale suscettibile di occupazione nemica* est un document essentiel dans l'affaire Gladio. La commission parlementaire italienne y fait référence. On y trouve un bon résumé dans Mario Coglitore, *La notte dei Gladiatori. Omissioni e silenzi della Repubblica* (Calusca Edizioni, Padoue, 1992), p.132–133. Le magazine politique italien *Espresso*, qui s'est procuré le document original, en cite de nombreux passages dans son édition du 18 janvier 1991.

[39] Coglitore, *Gladiatori*, p.133.

[40] Pietro Cedomi, « Service secrets, guerre froide et 'stay-behind. 2e partie': La mise en place des réseaux » dans le périodique belge *Fire ! Le Magazine de l'Homme d'Action*, septembre/octobre 1991, p.80.

[41] Allan Francovich, *Gladio: The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

[42] *Enquête parlementaire sur l'existence en Belgique d'un réseau de renseignements clandestin international*, rapport fait au nom de la commission d'enquête par MM. Erdman et Hasquin. Document Sénat, session de 1990–1991. Bruxelles, p.212–213.

[43] *Ibid.*, p.213. Également cité dans le quotidien britannique *The Observer* du 7 juin 1992.

[44] Extrait de Olav Riste, *The Norwegian Intelligence Service 1945–1970* (Frank Cass, Londres, 1999), p.16.

[45] Thomas Kanger et Oscar Hedin, « Erlanders hemliga gerilla. I ett ockuperat Sverige skulle det nationella motståndet ledas från Äppelbo skola i Dalarna » dans le quotidien suédois *Dagens Nyheter* du 4 octobre 1998.

[46] Quotidien britannique *The Guardian* du 14 novembre 1990.

[47] Hugh O'Shaughnessy, « Gladio : Europe's best kept secret ». Ces agents étaient censés rester derrière les lignes ennemies en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest par l'Armée rouge. Mais ce réseau mis en place avec les meilleures intentions dégénéra dans certains pays en instrument du terrorisme et de l'agitation politique d'extrême droite dans le quotidien britannique *The Observer*, du 7 juin 1992.

[48] Télévision britannique. *BBC Newsnight*, 4 avril 1991, 22 h 30. Reportage sur Gladio par le journaliste Peter Marshall.

[49] *Ibid.*

[50] Rubrique nécrologique du quotidien britannique *The Independent* du 28 avril 1997.

[51] Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin sur la BBC ; *Gladio : The Puppeteers*. Second des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 17 juin 1992 sur BBC2 ; *Gladio : The Foot Soldiers*. Dernier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 24 juin 1992 sur BBC2.

[52] Allan Francovich, *Gladio : The Ringmasters*. Premier des trois documentaires de Francovich consacrés au Gladio, diffusé le 10 juin 1992 sur BBC2.

[53] Quotidien britannique *The Times* du 28 juin 1992.